

La révolution du travail crée-t-elle le progrès social ?

Yann Algan

Cercle des économistes

La troisième révolution industrielle et la digitalisation de nos économies peuvent effrayer. Pourtant, loin d'être uniquement un danger pour nos emplois, cette révolution peut-être une formidable chance de promouvoir à la fois l'autonomie au travail des individus et leur cohésion sociale. Encore faut-il la saisir. En effet, notre rapport au travail se modifie en profondeur : les parcours professionnels ne sont plus aussi linéaires, aussi figés, les cadres du travail évoluent et ces transformations dans la nature même du travail nous amènent naturellement à devoir repenser le modèle social dans lequel il s'intègre.

Dans quelle mesure la polarisation de l'emploi et des salaires impacte-t-elle notre capacité à « faire société » ? Quel système de protection pour ces nouveaux travailleurs ? Comment redéfinir les liens de solidarité entre insiders et outsiders ? Quel rôle l'État doit-il jouer dans cette redistribution des cartes et quels sont les différents modèles ?

Les débats font rage sur l'impact économique et social de la digitalisation de nos économies. De nombreux économistes, et pas des moindres, minimisent l'impact de cette troisième révolution industrielle. Elle porterait beaucoup moins de promesses de croissance que les deux premières, issues de l'invention de la vapeur puis de l'électricité. Premier sceptique, Robert Solow, professeur au MIT et prix Nobel d'économie pour ses travaux lumineux sur la croissance, s'inquiétait déjà de voir « l'ère informatique partout, sauf dans les statistiques de la productivité ». Plus récemment, Robert Gordon, professeur à l'université de Northwestern, s'alarme de ce que la révolution du Big Data ne soit pas suffisante pour stimuler la croissance et l'emploi face aux vents contraires du vieillissement de la population et de l'accumulation des dettes publiques. Gordon est devenu l'un des chefs de file de l'hypothèse d'une stagnation séculaire, prophétie sur le sombre avenir de nos économies.

De l'autre côté, les optimistes. À priori, rien de nouveau dans ces inquiétudes sur les menaces que feraient poser sur l'emploi et le modèle social le progrès technique. Joseph Schumpeter ne soulignait-il pas dès le début du XX^e siècle que le processus de création destructrice est à la base du système capitaliste et de sa prospérité. Les inquiétudes portées déjà par le mouvement des Luddites, en Angleterre, au début de la révolution industrielle, et selon lesquelles les inventions et les nouvelles machines signeraient la fin du travail, se sont avérées infondées.

Et pourtant ! Et si cette fois, cette troisième révolution ne posait pas de nouveaux défis sur notre organisation économique et sociale. Pour la première fois, ce ne sont pas les emplois non qualifiés qui disparaissent, mais ceux de la classe moyenne sur laquelle s'appuyait l'ensemble de notre système d'État providence d'après guerre. La digitalisation conduit en effet en une polarisation des emplois et des salaires. Les gagnants sont naturellement les producteurs de symboles, ceux qui ont une tâche de non routinière qui ne peut être remplacée par un ordinateur, les très qualifiés qui profitent de cette hyper connexion pour augmenter leur productivité. Mais ceux aussi les non qualifiés, qui ont une tâche routinière certes, mais irremplaçable par un ordinateur, service à la personne, aide-soignant, coiffeur, restaurateur... On valorise ces tâches justement de par leur humanité. Et ordinateur ou pas, il faudra toujours au moins un quart d'heure pour une coupe de cheveux... Ces deux catégories ont vu et leur part dans l'emploi et les revenus s'accroître au cours des deux dernières décennies. Au milieu, les grands perdants, la classe moyenne, les personnes qui effectuaient des tâches de routine, quelles soient qualifiées ou non qualifiées. Selon une étude du MIT, 50% des métiers actuels seraient déjà automatisables, même dans la profession d'avocats !

Dans le contexte français, cela correspondrait à une destruction de 3 millions d'emplois d'ici 2025. De l'autre côté, les promesses de création d'emploi grâce au numérique semblent bien maigres.

Une raison à cela qui est aussi intrinsèquement liée à la révolution digitale: l'émergence du phénomène du *winner takes all*. L'idée ingénieuse des géants de l'internet est d'avoir développé des plateformes capables d'accueillir l'ensemble des applications. C'est la façon pour Apple ou Google de monopoliser l'ensemble du marché. Qui plus est, grâce à la connectivité, ces compagnies peuvent accaparer l'ensemble des marchés au niveau mondial. Autrefois, être le meilleur dans votre village n'empêchait pas votre concurrent d'exister dans le village voisin. Dorénavant, le vainqueur d'un village est celui du monde globalisé. Les pépites de la Silicon Valey ont une capitalisation incroyablement supérieure à leurs effectifs, et c'est peut être là l'une des grandes spécificités de notre nouvelle économie, celle qui suscite le plus d'inquiétude.

Pourtant, comment ne pas rester optimiste ! Il y a, à chaque révolution technologique, un temps de latence avant que la croissance suive, et la révolution digitale reste encore très récente. Il faudra attendre au moins une ou deux générations pour que ces effets se fassent véritablement sentir. C'est d'autant plus vrai dans le cas de la révolution digitale.

« Alors que les précédentes révolutions impactaient la force physique, le numérique, lui, décuple les facultés mentales. Il demande donc une révolution des mentalités. » C'est le grand message des économistes Erik Brynjolfsson et Mc Afee, économistes à MIT.

Ce message prend tout son sens dans le contexte français. Développer de nouvelles formes d'organisations, très horizontales et plus collaboratives, prend du temps, surtout dans un pays où les grandes entreprises ont l'habitude de fonctionner plus en silo et de façon plus hiérarchique comme le montre l'étude comparative sur les pratiques de management de Nick Bloom et Jon Van Reenen économistes à la LSE et MIT. Mais cela nécessite également une véritable réflexion sur nos systèmes de flexisécurité pour accompagner les nouvelles transitions sur le marché de l'emploi en termes de formation et de mobilité. Autant de sujets qui seront débattus au cours de cette session.